Roger DUPUY, La politique du peuple XVIIIe-XXe siècles.

Serge Bianchi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1490>

DOI : 10.4000/abpo.1490

ISBN : 978-2-7535-1489-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2003

Pagination : 172-176

ISBN : 978-2-86847-811-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Serge Bianchi, « Roger DUPUY, La politique du peuple XVIIIe-XXe siècles. », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-1 | 2003, mis en ligne le 20 mars 2005, consulté le 23 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1490> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1490>

dans ces pages bien des points communs avec leur histoire. Cette « terre blanche » est restée longtemps fidèle à la monarchie, alors que les protestants adoptaient plus facilement la République, si bien que les identités confessionnelles et politiques se recouvrent ; le vote y est encore majoritairement conservateur. La constitution civile du clergé y a été mal accueillie même si une forte minorité du clergé a prêté le serment ; une « Vendée » cévenole a vu le jour avant même que ne se développent les troubles dans les Mauges angevines et le bas Poitou ; l'ultramontanisme y est resté longtemps vivant, les heurts à propos de l'école confessionnelle y furent nombreux. En 1906, l'application de la loi de séparation de l'Église et de l'État et la réalisation des « inventaires » nécessitèrent le recours à la force et provoquèrent de violents incidents. L'évolution religieuse est décalée par rapport à celle du reste de la France : les Cévennes catholiques sont restées longtemps, même chez les hommes, une terre de forte pratique religieuse. L'espace y est fortement sacralisé ; le « paysage visuel » y est marqué par les nombreuses croix plantées à toutes les époques et le son des cloches est un élément essentiel du « paysage sonore » ; les changements dus en partie à la désertification sont récents.

À travers cette étude c'est toute la vie de l'Église catholique qui apparaît, avec ses problèmes, la lenteur de la transformation du clergé, les difficultés de l'acculturation religieuse selon les canons du concile de Trente. Mais c'est aussi un rappel de l'insondable mystère de la foi : comment pouvait-on être catholique dans les montagnes cévenoles ? Pourquoi ces ruraux se sont-ils montrés opiniâtres dans la foi catholique alors que leurs voisins, parfois très proches, se convertissaient ? Certes tout un ensemble de facteurs « naturels » ou humains peut être évoqué mais il ne suffit pas à expliquer ces choix qui relèvent de la liberté humaine.

Sans jamais abandonner les exigences de l'honnêteté historique, dans ces pages pleines d'empathie pour ces êtres qui furent ses ancêtres mais aussi pour leurs « frères ennemis », R. Sauzet retrace ainsi l'histoire chaotique d'une conquête de la tolérance, de l'acceptation du vivre ensemble, dont cette région a fait l'expérience dès le ^{xvii}^e et surtout au ^{xviii}^e siècle ; il nous livre aussi quelques « clés » pour comprendre une situation et des comportements contemporains.

Brigitte MAILLARD

DUPUY, Roger, *La politique du peuple xviii^e-xx^e siècles. Essai*, Paris, Albin Michel Histoire, 2002, 255 pages.

Roger Dupuy, quittant les chemins bien balisés d'une chouannerie dont il a exploré toutes les facettes, propose dans cette *Politique du peuple*, un essai historiographique particulièrement suggestif. Il tente de mettre en perspective plus de deux siècles de l'histoire des mouvements « populaires » en France avec le concept du « populisme », dont la naissance est classiquement rapportée à la crise boulangiste des années 1880. Il s'agit de croiser de façon permanente « une politique du peuple » – souvent niée ou simplement minorée dans ses aspects « authentiques » et « autonomes » – et des « politiques à destination du peuple », qui répercutent à des fins plus ou moins avouables certaines revendications populaires : bonapartisme, boulangisme, maréchalisme, voire monarchisme et gaullisme ! Comme le raccordement suggéré des deux niveaux n'est pas évident, Roger Dupuy consacre la plus grande partie de l'ouvrage à la Révolution fran-

çaise, au cœur de ses recherches. La plongée dans l'univers si dense et complexe de cette décennie légitime, à ses yeux, la remise en cause de préjugés, faux sens ou stéréotypes que partageraient la plupart des auteurs « classiques », au moins jusqu'aux années 1960, rupture décisive (?) dans l'approche de la politique du peuple par des sociologues, ethnologues et historiens. Cette rupture permet une double avancée : mettre en évidence, d'une part, les caractères originaux d'une politique du peuple, de la guerre des Farine (1775) aux crises du ^{xx}^e siècle ; démontrer, de l'autre, l'ubiquité du « populisme », à partir de sa référence russe de la moitié du ^{xix}^e siècle. C'est dire si les propos de l'auteur méritent une attention particulière dans l'élucidation des liens de ce couple peu légitime : politique du peuple-populisme.

Un essai se doit de stimuler le lecteur. En matière de réveil, le livre de Roger Dupuy ne déçoit pas. Rares sont les historiens qui échappent au feu nourri de la critique majeure : la « quasi totalité » de l'Université aurait réduit les couches populaires au rang de figurants, voire de comparses de la « grande histoire », dressant le tableau d'un peuple tourné vers l'archaïsme, incapable de conscience politique, donc condamné à être en permanence manipulé, voire instrumentalisé par les élites qui se succèdent au pouvoir : monarchiques, parlementaires, ecclésiastiques, républicaines ! Il en va ainsi d'associations contre nature (Marx et Taine) ou complices (Guizot-Taine) comme d'une galerie prestigieuse d'historiens des révolutions de 1789 (Aulard, Mathiez, Lefebvre, Soboul), de 1848 (Agulhon) ou d'historiens des mouvements paysans (Bercé, Leroy-Ladurie, Weber), même si les degrés et les arguments des remises en causes sont modulés, et si nombre de ces « cibles » sont par ailleurs l'objet de compléments. Roger Dupuy ne se range dans aucune des écoles historiographiques contemporaines, contestant – non leur valeur – mais les perspectives de l'école des Annales (derrière Ernest Labrousse, p. 55) comme celles d'auteurs aussi « modernes » que Daniel Roche, Roger Chartier, Alain Corbin ou Mona Ozouf. On imagine que ces passages « iconoclastes » seront lus avec attention, et que les remises en cause dans un style direct, non dépourvu d'humour, permettraient de qualifier l'ensemble de l'ouvrage. Ce serait oublier les arguments mettant en évidence les lacunes des démarches citées et la deuxième fonction de l'essai : proposer des concepts nouveaux et des clefs pour comprendre la « politique du peuple » sur la longue durée. Nous tenterons de dégager les fondements de la pensée de Roger Dupuy, dans la double perspective démythification-reconstruction, avant de souligner quelques réserves, normales pour un travail d'une telle ampleur et ambition intellectuelles.

Selon l'auteur, la part réelle prise par les différents mouvements populaires dans les périodes de crises et de révolutions, n'a pratiquement jamais été appréciée à sa juste valeur, avant les années 1960. Plus de 80 % de la population, à forte dominante paysanne, aurait été ainsi systématiquement ignorée, soit par l'incapacité des élites à comprendre les motivations profondes des mouvements populaires, soit en raison de la volonté de ces élites de parvenir au pouvoir – et de le conserver –, en orientant et en canalisant ces mouvements. Pour les historiens « marxistes » ou « libéraux », la Révolution française ne pouvait être que « bourgeoise » et « progressiste », face à « l'archaïsme » et à l'« immaturité » des couches populaires des campagnes et des villes. Il appartiendrait à des notables installés, intermédiaires culturels et politiques, d'interpréter les réflexes « primaires » des foules révoltées, comme à moyen terme de tenter l'acculturation politique des milieux populaires. Roger Dupuy réagit contre le modèle convenu de la descente incontournable de la politique (la « grande ») vers la paysannerie de pauvres et « presque pauvres », qui ne participeraient à la démo-

cratie relative qu'à partir des tournants des années 1830, de l'expérimentation du suffrage universel masculin (1848), voire de l'institutionnalisation de partis et syndicats susceptibles d'acculturer les mondes paysans (1880)... L'essai ne permet pas d'apporter toutes les nuances à la pensée des auteurs cités. Mais il est difficile de contester la pertinence de la critique de fond, particulièrement perçue en 1984, lors du colloque *Mouvements populaires et conscience sociale*, qualifié de *colloque Nicolas* (p. 57). La parution de la somme que Jean Nicolas consacre à la *Rebellion française* fournit ainsi l'occasion de confronter deux démarches et de faire avancer le débat sur la politique du peuple. Dupuy conteste encore la représentation d'un « éternel paysan », confiné à la « basse politique » locale, aux luttes clientélistes pour le pouvoir au village, mais incapable de penser en termes de bien public. En faisant des hiérarchies économiques et sociales les fondements des comportements populaires, on se condamnerait à privilégier la pensée et l'idéologie des élites (nobles, puis députés) comme porte-paroles culturels et politiques d'un peuple voué à des résistances stériles par manque de conscience politique. Si l'on accepte ces prémisses, la transition avec la caractérisation des « populismes » devient plus logique.

Le populisme ne devrait en aucun cas être assimilé à une tradition de droite extrême, comme c'est trop souvent le cas jusqu'aux votes les plus contemporains. Sous la Révolution coexistent et se combattent des populismes de gauche et de droite. Il est aisé de montrer que cette coexistence peut ensuite se réaliser entre les deux traditions au sein de rassemblements tels que le bonapartisme ou le boulangisme : les éléments socialisants, égalitaires, anticléricaux peuvent y côtoyer des courants de la droite classique, antiparlementaire, anti-étatique, cléricale et prônant la mystique du chef (p. 182)! De tels « compromis » expliquent le caractère « populaire » des ratifications « plébiscitaires » (1848, 1888), comme les percées électorales des années 1950 (poujadisme), voire les plus récentes. D'autres périodes clefs de notre histoire restent dans l'ombre (Résistance, Front populaire, voire vichysme), en raison du caractère même de l'essai. Mais cette démarche de déconstruction n'en rend que plus attrayant l'essai de caractérisation parallèle de la « politique du peuple », à partir des travaux des deux générations d'historiens dont se réclame Roger Dupuy.

La nouvelle histoire de cette politique émergerait lors de rencontres entre historiens des mouvements populaires, ethnologues et sociologues. Des noms reviennent, non sans nuances : Yves-Marie Bercé, Raymond Huard, Colin Lucas, Henri Mendras... Ils ont en commun d'avoir contribué à redécouvrir ou réhabiliter l'autonomie et l'authenticité d'une culture politique du peuple, fut-ce une « culture de la pauvreté » (p. 88). Cette politique connaît ses prémisses en amont de la Révolution, des révoltes du ^{xvii}^e siècle à la Guerre des Farines. Elle se révèle singulière dans les troubles de subsistances, dans la revendication d'une « économie morale » (Thompson, 1964) impliquant de la part des insurgés la dénonciation des responsables (politiques) de la disette et des prix chers (les agitateurs et les accapareurs), et l'énonciation d'un droit à l'existence conforme à une interprétation égalitaire (consommériste) de l'Évangile. Pendant la Révolution, la politique du peuple peut s'incarner dans l'Anti-Révolution de masses paysannes résistant à la politique anticléricale et laïcisante des assemblées parlementaires, ou à des levées d'hommes qui ne seraient pas justifiées, dans la perception communautaire d'enjeux économiques et politiques essentiels. À partir du colloque sur les *Résistances à la Révolution* (Rennes 1985), Roger Dupuy peut tenter de définir les cadres constitutifs de cette politique du peuple, transcendant les périodes, fondée sur une douzaine de notions, accouplées et complé-

mentaires : identité-solidarité communautaire/autorité consentie aux notables-égalitarisme/parentèles-contractualité/ritualisme religieux et agraire (pour les paysans)/oralité/violence. Ces critères, schématisés ici, sont explicités en un essai de conceptualisation d'une *culture politique du peuple*, terme qui conviendrait mieux – à notre sens – que celui de *politique du peuple*. Parmi les illustrations de cette thèse figurent la place des femmes dans le maintien de la culture religieuse et les journées des subsistances, la symbolique des arbres de « mai » dans le prolongement de la Grande Peur, et, de façon plus surprenante les débuts de la Terreur. La pensée devient ample, élargie aux études de cas, sans exclusive quant à la qualification du « populaire ». Si l'acculturation républicaine semble vouée à l'échec dans la décennie révolutionnaire, c'est qu'elle se heurte, dans de nombreuses régions, à une véritable culture politique, définie plus haut. La mise en évidence d'autres critères communautaires forts (fiscalité, mise en valeur du terroir, représentation juridique) permettrait peut-être de mieux comprendre le choc des sollicitations et des résistances qui parcourt la séquence révolutionnaire.

L'une des forces de l'ouvrage de Roger Dupuy est le refus des équivalences successives attribuées à des mouvements contradictoires : la révolution « populaire » des sans-culottes dominant avant les années 1960 ; le peuple paysan contre la Révolution, dans les années 1980. L'auteur montre que le mouvement sans-culotte et l'insurrection vendéenne participent toutes deux, à leur manière, à cette politique du peuple. La différence est liée à la somme des sacrifices et des avantages que la politique législative offre aux uns et aux autres. Les sans-culottes attendent des mandataires le respect d'une certaine « démocratie directe » (on disait « pure » en l'an II), et la garantie de certains droits sociaux par le contrôle de l'économie dirigée. Dans le même temps les communautés de l'ouest résistent aux contraintes de l'État-nation : service à l'étranger, la politique religieuse. Mais les deux mouvements ne sont pas incompatibles et le peuple urbain se voit un moment associé au pouvoir et à la Terreur, avant la reprise en main par les Montagnards et Jacobins. Roger Dupuy est l'un des premiers à ranger dans un concept commun ces apparents contraires politiques que sont les paysannes des Mauges et les militantes parisiennes. Il aurait pu aller plus loin (il en montre la voie) en dégageant des formes d'acculturation – même éphémères – de certaines campagnes, par l'ouverture du vote, le service de la garde, les avantages fiscaux et sociaux au regard de l'Ancien Régime. Une telle démarche permettrait la représentation de la géopolitique dont rêvent les historiens de la Révolution, la cartographie des zones « bleues » et « blanches » dans les mosaïques de communautés et de « pays » qui constitue l'exception française, à l'image d'une Bretagne si contrastée, révélée par les bilans du bicentenaire. Nous retiendrons cette leçon d'histoire : « Sans-culottes et insurgés de l'ouest sont deux produits contradictoires de la politique du peuple »...

Aussi stimulant qu'il soit, un essai prête par nature à la critique, que nous évoquerons plus rapidement. Certaines présentations de travaux demeurent schématiques. Albert Soboul est aussi l'historien des communautés paysannes, des luttes pour la terre et les communaux. Des travaux non cités, relatifs à la révolution paysanne, iraient (plutôt) dans le sens de Roger Dupuy : on pense à la « culture villageoise » des paysans de l'Oise (Guy-Robert Ikni) et surtout à la somme magistrale d'Anatoli Ado sur les *Paysans en Révolution*, au-delà de l'habillage idéologique de ce livre. L'auteur montre que les luttes paysannes pour la terre, les communaux et le pain ont « radicalisé » la Révolution, jusqu'à la suppression de la féodalité (à l'été 1793), avant l'éclatement de cette « révolution paysanne » lors de l'entrée dans la République. Une autre réserve tient à la dif-

ficulté de la perception des liens entre les « populismes » et la politique du peuple. Autant cette dernière peut être définie comme une résultante d'aspirations et de valeurs créant une identité et une autonomie revendiquées, autant les populismes sont présentés comme des adaptations conjoncturelles par lesquelles des hommes ou des « partis » tenteraient de canaliser cette culture politique du peuple. Deux remarques terminales ne mettront pas en cause l'intérêt de l'ouvrage. D'une part, il nous semble que les critères définis à la veille ou au cours de la Révolution sont susceptibles d'évolutions rapides, voire contradictoires. L'oralité, par exemple, joue peu dans des régions fortement alphabétisées, de même que les rites religieux ont moins d'importance dans des régions de détachement précoce (Jean Delumeau) de l'Île-de-France, voire en Haute Bretagne, régions rurales à mouvements populaires affirmés. Le patriotisme se déclinera sur des modes très différents (« pays » ou Nation) en 1793 et en 1914. Les communautés se distendent à terme et la politique du peuple emprunte des voies modifiées, dont on ne perçoit pas assez les mutations. Enfin, Roger Dupuy ne parvient pas à éviter le piège auxquels sacrifient peu ou prou nombre d'historiens : cerner le concept de « peuple » et de « populaire ». L'échec relatif des qualifications sociales et culturelles du peuple est encore plus patent dans le domaine politique. Qu'il soit défini, manipulé ou instrumentalisé par les élites de tous bords, le peuple recèle une plasticité qui défie les analyses les plus subtiles dans ses composantes, ses espaces et ses pratiques. Il faudrait alors raisonner en termes statistiques, de catégories sociales, de niveaux de revenus et de culture, d'intérêts divergents ; mais on s'éloignerait alors du cadre de l'essai tenté par Roger Dupuy.

Cet ouvrage se caractérise donc par un mélange suggestif des genres et des époques, au croisement de l'histoire, de l'anthropologie, de la sociologie politique et de l'étude des comportements politiques contemporains. S'il questionne la communauté historienne et la dérange, cet essai aura atteint son but. Dans un retour sur les problèmes et les interrogations qui ont jalonné ses recherches, Roger Dupuy apporte une pierre de taille aux débats essentiels de la nature politique des révolutions et des crises. Les réfutations et les réponses que son essai provoquera permettront de préciser la légitimité de cette « politique du peuple » que Roger Dupuy a tenté patiemment de mettre en lumière, avec ce mélange d'érudition et d'irrévérence qui n'appartient qu'à lui.

Serge BIANCHI

LUC, Jean-Noël (dir.), *Gendarmerie, État et société au XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 512 pages.

Si les recherches historiques sur la criminalité ont déjà quelques dizaines d'années d'ancienneté, celles portant sur les forces de l'ordre chargées de la répression sont un peu plus récentes et, en ce qui concerne ces dernières, ce sont essentiellement les forces de *police civile* qui ont fait l'objet des travaux de J.-M. Berlière, M.-T. Vogel, du signataire de ces lignes et de quelques autres. Jusqu'il y a peu, les recherches concernant la gendarmerie restaient de faible importance, alors même que cette force a non seulement représenté un type de corps d'une originalité longtemps sans pareille en Europe, à la fois force de maintien de l'ordre, d'enquête judiciaire, d'encadrement des campagnes et aussi instrument militaire chargé de pourchasser déserteurs et insoumis, prévôté,